



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.20/2006/10  
7 février 2006

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE  
CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

**COMMISSION DE STATISTIQUE**

Groupe d'experts des comptes nationaux

Huitième réunion  
Genève, 25-28 avril 2006  
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**LE SYSTÈME DES COMPTES RÉGIONAUX DE L'UNION EUROPÉENNE<sup>1</sup>**

Document présenté par Eurostat

La réunion est organisée conjointement avec Eurostat et l'Organisation de coopération  
et de développement économiques

**INTRODUCTION**

1. Le SEC 95 (le Système européen des comptes) est la version européenne du SCN 1993. Il a le statut d'instrument juridique (Règlement du Conseil) et comprend un programme complet de transmission des données qui s'impose à tous les États membres. Il comporte un bref chapitre sur les comptes régionaux qui contient les définitions de base et expose les principales méthodes possibles. Des questions de détail concernant la méthodologie ont été arrêtées par un groupe de travail et publiées par Eurostat. Les États membres sont chargés de réunir des données qui sont structurées conformément à la Nomenclature des activités économiques (NACE) et à la Nomenclature des unités territoriales (NUTS); elles ont elles aussi le statut de règlement. Les États membres transmettent les valeurs ajoutées brutes à Eurostat qui calcule le PIB régional.

<sup>1</sup> Cette communication a été établie par Andreas Krüger à l'invitation du secrétariat.

2. Les problèmes de disponibilité des données ne concernent généralement que la formation brute de capital fixe (FBCF) et les comptes des ménages. Grâce au large éventail d'activités d'assistance technique, le SEC 95 a été mis en œuvre d'une manière très efficace dans les nouveaux États membres. De ce fait, leurs données sont largement conformes aux exigences du système.
3. En 1999, Eurostat a mis en train un projet d'établissement de rapports très complets sur la qualité des données, qui sera suivi par un système de contrôle régulier de la qualité, en commençant par la valeur ajoutée brute au niveau régional.
4. Depuis l'adoption du SEC 95, il est apparu un certain nombre de questions d'ordre méthodologique qui seront abordées à partir de 2007. Il s'agit notamment du traitement de la valeur ajoutée brute extrarégionale ainsi que de l'affectation des impôts indirects, déduction faite des subventions.
5. L'expérience acquise au cours des 10 années d'existence du système des comptes régionaux du SEC 95 permet de penser que des répertoires d'entreprises complets et à jour indiquant les unités d'activité économique (UAE) locales contribuent beaucoup à la qualité des comptes régionaux. Un dispositif approprié permettant d'utiliser des données administratives peut encore améliorer la situation. Il faut que les unités territoriales régionales aient une taille minimale appropriée (en termes de population) pour éviter un trop grand nombre d'estimations imprécises calculées avec des méthodes descendantes, et des problèmes dus à la petite taille des échantillons. Des statistiques démographiques précises établies à l'aide de méthodes transparentes et de définitions claires facilitent l'estimation de valeurs correctes par habitant. Pour les problèmes de méthodologie particuliers, tels que la répartition régionale des services d'intermédiation financière indirectement mesurée (SIFIM) entre les branches d'activité utilisatrices, il faut trouver des solutions pragmatiques afin de limiter la charge de travail des instituts nationaux de statistique.

## **LES COMPTES RÉGIONAUX DE L'UNION EUROPÉENNE FONT PARTIE INTÉGRANTE DU SEC 95**

6. Le SCN 1993 ne mentionne que brièvement les comptes régionaux (chap. 19, par. 88 à 96). Par contre, dans le cas de l'Union européenne, il était évident qu'il était nécessaire d'établir un système plus élaboré d'observation de l'évolution économique régionale en raison de l'importance des fonds budgétaires absorbés par les fonds structurels. Il avait donc été décidé d'inclure un chapitre distinct, quoique bref, sur les comptes régionaux (chap. 13) dans le système européen des comptes (SEC 95). Le chapitre relatif aux comptes régionaux a été adopté en même temps que toutes les autres parties du SEC 95 en tant que Règlement 2223/96 du Conseil du 25 juin 1996.
7. L'Union européenne a opté pour la mise en place d'un programme minimum commun de transmission des données, qui laisse aux États membres la possibilité d'appliquer un système adapté à la situation du pays et éventuellement plus exigeant que les obligations imposées au niveau communautaire. Les méthodes et les sources ne sont pas identiques dans tous les États membres mais le SEC 95 prescrit des règles communes concernant des questions telles que le territoire régional, les unités et la résidence tout comme le traitement des activités auxiliaires. Par contre, il n'impose pas de méthodes précises de régionalisation. La raison en est, là encore,

la diversité des sources utilisées par les États membres, qui dans certains cas ne permet qu'une seule option méthodologique.

8. Les comptes régionaux de l'Union européenne ont recours aux mêmes concepts que ceux appliqués pour les comptes de l'économie totale. Les États membres estiment la plus grande partie de la valeur ajoutée brute dans l'optique de la production, et une modeste partie dans celle du revenu. La proportion de données établies en fonction de la production et en fonction du revenu varie d'un État membre à l'autre car les sources ne sont pas identiques. Le Règlement n'indique donc pas de statistiques particulières à utiliser comme source. Eurostat calcule le PIB régional à partir des valeurs ajoutées brutes régionales et des chiffres du PIB national.

9. Les méthodes utilisées pour l'établissement des comptes régionaux ont été examinées en détail parallèlement à l'adoption du Règlement relatif au SEC 95 et publiées dans deux manuels; l'un porte sur les valeurs ajoutées brutes et le FBCF et l'autre sur les comptes régionaux des ménages. Ces manuels présentent des recommandations d'ordre méthodologique qui ont le statut de ce que l'on appelle des accords tacites adoptés par le groupe de travail statistique compétent. Dans certains cas, il est possible de faire appel à plusieurs démarches méthodologiques: par exemple, il est possible d'estimer la valeur ajoutée brute d'une branche d'activité donnée soit dans l'optique de la production soit dans celle du revenu, et de la régionaliser par des méthodes ascendantes ou descendantes. Les États membres choisissent l'option qui convient le mieux en fonction de leur situation particulière.

10. S'agissant de la méthode appliquée pour les comptes régionaux des ménages, le compte de redistribution du revenu en nature n'a finalement pas été créé car on a considéré que l'estimation des transferts sociaux en nature était trop peu fiable. Eurostat et les États membres ont également mis au point une méthodologie pour établir les tableaux régionaux des administrations publiques. Toutefois, après des essais réalisés dans certains États membres, il a été décidé de ne pas appliquer ce système dans l'ensemble de l'Union européenne car il aurait nécessité un apport de ressources très important.

11. La présentation des comptes régionaux dans l'Union européenne suit deux des nomenclatures les plus importantes de l'Union, qui toutes deux ont le statut de Règlement du Conseil: la NACE Rev.1 (Règlement n° 3037/90) détermine la structure des branches d'activité, et la NUTS (Règlement n° 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil) découpe le territoire de l'Union européenne selon une classification hiérarchique comportant quatre niveaux d'unités territoriales, définis selon des critères communs. La stabilité dans le temps est assurée par l'imposition d'un intervalle de trois ans au minimum entre les modifications des unités régionales. La NUTS, en particulier, a beaucoup contribué à assurer la grande comparabilité qui existe entre les comptes régionaux dans toute l'Union européenne.

12. Le règlement instituant le SEC 95 comprend un programme complet de transmission des données qui s'impose à tous les États membres. Les premières transmissions de données aux fins des comptes régionaux dans le cadre du SEC 95 ont eu lieu en 1999, l'année de référence étant 1995. Le système produit les variables suivantes aux niveaux régional, national et communautaire:

Niveau NUTS 2 (254 unités dans l'Union européenne à 25)

- Valeur ajoutée brute, rémunération des salariés, emploi (total et salariés) et FBCF dans 17 branches d'activité (selon la ventilation du tableau A17 du SEC 95)
- PIB régional (calculé par Eurostat)
- Revenu primaire des ménages: revenu de la propriété, excédent d'exploitation/revenu mixte, rémunération des salariés, revenu primaire (= balance du compte)
- Distribution secondaire du revenu des ménages: impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., cotisations et prestations sociales, autres transferts courants (versés et reçus), revenu disponible (= balance du compte).
- Niveau NUTS 3 (1 213 unités dans l'Union européenne à 25)
- Valeur ajoutée brute et emploi (total et salariés)
- PIB régional (calculé par Eurostat).

13. En raison des notables différences de méthode, il a été décidé de ne pas établir de lien entre les séries des comptes régionaux selon le SEC 95 et le SEC 79. De ce fait, les séries de données comparables dans les comptes régionaux de l'Union européenne commencent en 1995, l'année de référence.

14. Les 10 États membres qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004 ont été associés dès le début à la mise en application du SEC 95. Certains programmes de coopération statistique ont permis de financer la traduction de la méthodologie et un large éventail d'activités d'assistance technique qui ont accompagné l'élaboration des statistiques initiales qu'il fallait établir simultanément (Enquête sur les forces de travail, statistiques structurelles des entreprises, par exemple). De ce fait, les nouveaux États membres ont appliqué très fidèlement le SEC 95.

## **SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES COMPTES RÉGIONAUX DE L'UNION EUROPÉENNE**

15. Au cours des dernières décennies, les données des comptes régionaux ont de plus en plus servi de clef pour déterminer les conditions auxquelles les régions devaient satisfaire pour bénéficier des fonds structurels. En raison du montant des ressources budgétaires en jeu, les critères de la qualité, s'agissant en particulier de l'exactitude et de la comparabilité, ont pris de plus en plus d'importance à tous les niveaux de la politique. C'est pourquoi, en 1998, Eurostat et les États membres ont décidé de procéder à une sélection systématique à partir des rapports de pays et de rapports succincts sur la qualité dans les domaines suivants: valeur ajoutée brute régionale, FBCF et emploi; population régionale; chômage régional.

16. Cette opération, menée sous la conduite du CBS Pays-Bas, devait durer trois ans. Au départ, elle était limitée aux États membres de l'Union européenne à 15. Vers la fin de 2002, la Commission a débloqué des fonds supplémentaires pour l'étendre à huit nouveaux États membres ainsi qu'à la Bulgarie et à la Roumanie. Chypre et Malte n'étaient pas inclus.

17. Vers le milieu de 2005, Eurostat disposait d'une série complète de rapports sur la qualité communiqués par tous les États membres concernés par les comptes régionaux. Les rapports donnent un aperçu de tous les critères applicables de la qualité, en particulier l'exactitude, mais aussi la pertinence, l'opportunité, les possibilités d'accès, la comparabilité, la cohérence et l'exhaustivité. Les États membres ont en outre fourni une description de la méthodologie établie selon un modèle.

18. Les rapports très complets sur la qualité avaient permis à Eurostat de rassembler une masse d'informations, mais certains inconvénients sont en fait apparus. Tout d'abord, l'établissement de ces rapports et des documents sur la méthodologie prenait beaucoup de temps, jusqu'à 800 heures-homme dans certains cas (rapports sur la valeur ajoutée brute, sur le FBCF et sur l'emploi). De surcroît, les rapports étaient tellement volumineux qu'il devenait difficile de les lire. Enfin, en raison du volume de travail nécessaire pour l'établissement des rapports, il était irréaliste de mettre en place un système de surveillance régulière qui aurait permis de mettre en évidence l'évolution des indicateurs de qualité dans le temps. L'un des principaux objectifs de la surveillance de la qualité, c'est-à-dire en montrer l'évolution dans le temps, n'aurait pas été atteint.

19. À la lumière des enseignements tirés jusqu'à présent, Eurostat et les États membres ont décidé qu'il fallait mettre en place un système moins contraignant de surveillance de la qualité, qui n'imposerait pas une charge de travail excessive aux États membres fournissant les informations et qui permettrait cependant de mesurer l'évolution des indicateurs de qualité dans le temps, priorité étant donnée à l'exactitude. Les échanges de vues concernant ce projet ont commencé en septembre 2005, dans le cadre d'une équipe spéciale.

## **ÉVOLUTION FUTURE**

20. Dans le contexte d'une prochaine modification du programme de transmission des données, Eurostat a proposé de réduire les délais impartis pour la communication des données sur la valeur ajoutée brute et l'emploi. Le principal obstacle à une notable accélération de la transmission des données tient au délai de 18 mois prévu pour la communication des statistiques structurelles sur les entreprises dans l'Union européenne. La plupart des États membres ont besoin de ces statistiques pour établir leurs comptes régionaux.

21. Abstraction faite de la valeur ajoutée brute, les utilisateurs sont de plus en plus intéressés par les données régionales sur l'emploi. Il est apparu en outre qu'il ne suffit pas de mesurer l'emploi à l'échelon régional en fonction du nombre de personnes ou d'emplois, étant donné en particulier que l'emploi à temps partiel se développe dans un grand nombre d'États membres. Eurostat a donc proposé d'introduire la notion d'emploi mesuré en heures ouvrées dans le programme de transmission des données régionales, ce qui est déjà le cas dans les comptes nationaux. De la sorte, les comptes régionaux seront en mesure d'établir des estimations plus justes de la productivité au niveau régional également.

22. En raison du vif intérêt manifesté par le public, Eurostat a commencé à étudier avec les États membres les moyens de calculer les taux de croissance réels du PIB régional au niveau de la NUTS 2. Cet indicateur n'apparaît pas dans le programme de transmission des données du SEC 95 car les comptes régionaux ne sont établis qu'à prix courants. La moitié environ des États membres calculent déjà les taux de croissance réels au niveau régional.

23. Le traitement de la valeur ajoutée brute extrarégionale est devenu une question qui divise les États membres. Actuellement, cette partie de la valeur ajoutée brute est répartie proportionnellement entre toutes les régions du pays en question. Eurostat et les États membres ont décidé de confier l'examen de cette question ainsi que d'autres questions de méthodologie, par exemple la répartition régionale des SIFIM et les taux de croissance au niveau régional, à une équipe spéciale dont les travaux commenceraient à l'automne 2006.

24. S'agissant de la surveillance de la qualité, Eurostat a proposé d'entamer un débat ouvert avec les États membres en vue de parvenir à un accord sur des normes de qualité communes pour certains paramètres clefs et d'améliorer ainsi la comparabilité des comptes régionaux dans toute l'Union européenne. Dans un premier temps, le débat portera essentiellement sur la valeur ajoutée brute régionale.

## CONCLUSIONS

25. Grâce à l'expérience qu'il a acquise au cours des 10 années d'application du système de comptes régionaux du SEC 95, Eurostat est en mesure de tirer certaines conclusions quant aux conditions essentielles à remplir pour établir des comptes régionaux satisfaisants.

26. Un répertoire d'entreprises à des fins statistiques bien conçu et à jour qui comprend les UAE locales contribue beaucoup, semble-t-il, à la qualité des comptes régionaux.

27. Les statistiques structurelles sur les entreprises sont un élément tout aussi important. Elles doivent fournir des données suffisamment détaillées au niveau des branches d'activité, et les échantillons doivent être suffisamment grands pour qu'il soit possible d'effectuer la ventilation régionale souhaitée. Les instituts nationaux de statistique doivent s'efforcer de réunir des données sur la production brute et la consommation intermédiaire auprès de la même source. Les méthodes descendantes doivent être basées sur des clefs de répartition régionale qui sont liées aussi étroitement que possible à la valeur ajoutée brute.

28. Dans plusieurs pays, les statistiques structurelles sur les entreprises ne prennent pas en compte la totalité de la valeur ajoutée brute de l'économie. L'utilisation à bon escient des données administratives est donc un moyen important de parvenir à une couverture complète au cours de la collecte des données élémentaires.

29. La qualité des estimations régionales diminue avec la taille des unités territoriales régionales. En d'autres termes, tous les autres paramètres étant égaux, il existe une relation inverse entre le degré de ventilation régionale et la qualité des estimations. Il faut donc que les régions statistiques aient une taille minimale appropriée (en termes de population) afin d'éviter trop d'estimations imprécises à mesure que l'on ventile de plus en plus, et trop d'inexactitudes engendrées par l'insuffisance de la taille de l'échantillon.

30. Toutes les variables ne doivent pas être estimées au même niveau régional. Par exemple, le FBCF est généralement beaucoup plus volatil que la valeur ajoutée brute et ne serait normalement fiable que pour des unités territoriales relativement grandes.

31. La classification régionale doit être conçue de façon à ce que les régions soient comparables sur le plan démographique et stables dans le temps. Des dispositions juridiques appropriées doivent permettre de prévenir des changements de classification dus à empêcher des pressions politiques injustifiées, en particulier lorsque les décisions de politique régionale ayant des incidences budgétaires s'appuient sur des chiffres.

32. Si les ressources disponibles obligent à établir des priorités, il faudrait normalement choisir en premier lieu la valeur ajoutée brute et le PIB régionaux, suivis par l'emploi, les comptes des ménages et le FBCF.

-----